

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article995>

RÃ©actions Ã l'annonce de retrait du groupe hÃ´telier Accor

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 13 dÃ©cembre 2002

Mis Ã jour le : lundi 13 juillet 2009

UGTG.org

Le secteur du tourisme reprÃ©sente la premiÃ¨re activitÃ© de la Guadeloupe. En 2001, il a gÃ©nÃ©rÃ© 460 millions d'euros de recette, selon l'Office du Tourisme. En 2000, 602 875 vacanciers ont sÃ©journÃ© dans ce DOM, soit une progression de 7,5% par rapport Ã l'annÃ©e prÃ©cÃ©dente. D'autre part, ce secteur emploie 10% de salariÃ©s locaux et constitue 8% des Ã©tablissements.

En annonÃ§ant son dÃ©sengagement progressif de l'Ã©conomie touristique des Antilles tout en jugeant dÃ©favorablement le climat social et l'accueil des touristes aux Antilles, le groupe hÃ´telier Accor a dÃ©clenchÃ© des rÃ©actions au sein de la classe politique antillaise.

Si l'attitude du groupe Accor, largement relayÃ©e par les mÃ©dias nationaux, tÃ©moigne des tensions sociales aux Antilles, plusieurs Ã©lus antillais reprochent au groupe hÃ´telier d'exagÃ©rer ses difficultÃ©s pour obtenir des avantages fiscaux.

InterrogÃ© par tÃ©lÃ©phone, le sÃ©nateur socialiste de Martinique Claude Lise a dÃ©noncÃ© "une campagne invraisemblable, orchestrÃ©e par des groupes, qui noircissent Ã dessein le tableau pour faire monter les enchÃªres afin de bÃ©nÃ©ficier de plus de mesures de dÃ©fiscalisations".

"On jette le discrÃ©dit sur les Antilles et cela va causer un tort considÃ©rable, pas seulement en matiÃ¨re de tourisme", a-t-il dÃ©plorÃ©.

Eric Jalton, dÃ©putÃ© de Guadeloupe (NI), a Ã©galement jugÃ© que l'"effet d'annonce" d'Accor Ã©tait "un calcul Ã©conomique pour bÃ©nÃ©ficier d'aides face Ã la concurrence". "C'est un mauvais procÃ©s fait aux GuadeloupÃ©ens. C'est mÃ©chant et prÃ©judiciable Ã l'Ã©conomie touristique", a-t-il dÃ©clarÃ© Ã l'AFP.

Pour le dÃ©putÃ©, les grÃªves sont "souvent justifiÃ©es", "beaucoup de droits n'Ã©tant pas appliquÃ©s en Outre-mer". "Le patronat doit s'interroger et balayer devant sa porte car il y a une mise Ã niveau Ã faire", a-t-il dit.

Lucette Michaux-Chevry (UMP), prÃ©sident du conseil gÃ©nÃ©ral de Guadeloupe, a regrettÃ© que le paysage guadeloupÃ©en pÃ©tisse d'une "image dÃ©vastatrice" et dÃ©noncÃ© "une rÃ©surgence de la politique des chasseurs de primes".

Enfin, la fÃ©dÃ©ration CGT du Commerce a soulignÃ© que les groupes hÃ´teliers, avaient "dÃ©gagÃ© d'Ã©normes profits grÃ¢ce Ã la dÃ©fiscalisation et aux baisses de charges sociales". Lorsque les salariÃ©s revendiquent pour leurs droits ou ne sont pas assez productifs, on ferme la boutique", a-t-elle protestÃ©.

La ministre de l'outre-mer Girardin a proposÃ© de mettre en place en Guadeloupe une structure de concertation telle qu'il en existe en Martinique. L'association rÃ©gionale pour l'amÃ©lioration des conditions de travail (ARACT) oÃ¹ siÃ©gent patronat, syndicat, Etat et associations y a permis de diminuer de 91% le nombre de jours de grÃªve ces quatre derniÃ¨res annÃ©es, selon la direction du Travail.

Les deux axes du projet de loi-programme annoncÃ©s par le gouvernement sont d'une part l'extension de la dÃ©fiscalisation qui vise Ã relancer les investissements, y compris en matiÃ¨re d'infrastructures et de travaux de

innovation, et d'autre part des exonérations de charges sociales.

Le gouvernement souhaite en outre améliorer la formation des jeunes localement et aussi en métropole par le biais du passeport-mobilité.

Source : AFP - 13/11/2002